

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE | Les mouvements de Transhumance le long des
couloirs de Bamingui-Bangoran, Nana-Gribizi et Kabo
Février 2020



Projet financé par :



Mis en œuvre en partenariat avec :



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les termes employés et la présentation des faits tout au long du rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'OIM concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou des autorités, ou concernant des frontières ou limites.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,
Bangui, République Centrafricaine

Adresse électronique : DTMRCA@iom.int

Site internet : <https://displacement.iom.int/central-african-republic>

© OIM 2020 Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua, Bouar et Kaga Bandoro.

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme et de quelque façon, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Ce rapport est issu d'une collecte menée sur les mouvements de transhumance dans les localités situées à proximité des couloirs de passage des éleveurs. Ces couloirs ont été préalablement identifiés grâce un processus de cartographie participative, complété par des missions de terrain dans la zone Nord de la République Centrafricaine.

La collecte de données a été effectuée entre le 01^{er} Janvier 2020 et le 15 Février 2020 par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) à travers la Matrice de suivi des déplacements (DTM- en Anglais) à la suite d'un travail de cartographie participative appuyé sur le terrain par la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) et l'Agence Nationale de Développement et d'Élevage (ANDE).

Le rapport présente donc les résultats clés des informations recueillies au travers de groupes de discussions conduits dans les localités situées à proximité des principaux couloirs de transhumance. Quatre groupes de discussion distincts ont été conduits par localité, afin de consulter les différentes couches de population qu'on y trouve : (I) les femmes de la communauté hôte, (II) les autorités locales et représentants de la communauté, (III) les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) par le phénomène de transhumance et (IV) les groupes de transhumants.

Ici sont donc condensés le point de vue des communautés sur le processus de la transhumance, afin d'identifier et promouvoir des stratégies de dialogue et cohabitation pacifique entre les différentes communautés, et contribuer ainsi à la réduction des conflits liés à la transhumance sur les axes ciblé par ce projet.



70% des localités évaluées ont connu des conflits liés au passage d'éleveurs.



Près de la moitié des 129 localités évaluées, manquent de mécanismes de protection et ont besoin de renforcement des services de base (Eau-Hygiène-Assainissement).



57 localités sur 129 évaluées ont enregistré des départs forcés d'individus lié aux conflits entre agriculteurs et éleveurs.



Six localités évaluées reposent entièrement sur les groupes armés pour la gestion de conflits.



Environ 437 ménages (1 881 individus) y ont été déplacés à cause de conflits entre agriculteurs et éleveurs en 2019.



La majorité des éleveurs transhumants changent de couloir en fonction de la sécurité et des ressources sur le territoire.



Les espaces agricoles et les points d'eau sont les lieux les plus propices aux tensions entre éleveurs et agriculteurs.



Il n'existe pas de mécanisme formel permettant d'orienter les éleveurs pendant le cycle de transhumance dans les localités évaluées.



La chaîne de valeur sur les produits de la transhumance reste une thématique encore méconnue et inexplorée dans les localités à proximité des couloirs.



La transhumance permet aux éleveurs de diversifier les races de leur cheptel, et aux communautés locales de bénéficier de la création de nouveaux emplois temporaires.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	2
TABLE DES MATIÈRES.....	3
INTRODUCTION ET CONTEXTE	4
METHODOLOGIE.....	4
LIMITES ET DÉFIS.....	5
LES MOUVEMENTS DE TRANSHUMANCE	6
UN REGARD GENERAL SUR LE PHENOMENE, PAR LES GROUPES INTERVIEWES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
FLUX DE TRANSHUMANCE : NOMBRES, TENDANCES, PERIODICITE, CALENDRIER.....	7
COULOIRS ET PASSAGE DE TRANSHUMANCE : ORIGINE, TRANSIT ET DESTINATION.....	8
PRINCIPAUX LIEUX D’INTERET.....	8
IMPACT DES TRANSHUMANCES.....	9
IMPACT SUR LA VIE QUOTIDIENNE	9
IMPACT SUR L’ECONOMIE LOCALE	11
ACCES AUX SERVICES.....	12
TRANSHUMANCE ET ACCES AUX SERVICES DE BASE DANS LES LOCALITES DE TRANSIT ET ACCUEIL.....	12
CONSEQUENCES DE LA TRANSHUMANCE SUR L’ACCES AUX SERVICES : APERÇU PAR GROUPE.....	12
COHESION SOCIALE ET CONFLITS.....	13
COHESION SOCIALE ET RELATIONS SOCIALES.....	13
NOMBRE ET TYPE DE CONFLITS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
MECANISMES DE GESTION DES CONFLITS : TYPE, FONCTIONNALITE, EFFICACITE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
APPRECIATIONS COMMUNAUTAIRES DE LA GESTION DES CONFLITS.....	14
RISQUES ET VULNERABILITES.....	14
PRINCIPAUX RISQUES ET VULNERABILITES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
INCIDENTS DE PROTECTION.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
PROTECTION DES GROUPES VULNERABLES : RESOLUTION ET PREVENTION DES INCIDENTS – MECANISMES MIS EN PLACE ET BESOINS.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
BESOINS PRINCIPAUX	15
REMARQUES GENERALES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
CONCLUSION	0
ANNEXE – LISTE DES LOCALITES D’EVALUATION ET GROUPES DE DISCUSSION ORGANISES.....	1
ANNEXE – COULOIRS DE TRANSHUMANCE, ZONES CONFLICTUELLES AUX POINTS D’EAU ET AUX CHAMPS, ET MECANISMES DE GESTION DE CONFLITS.....	3

INTRODUCTION ET CONTEXTE

La transhumance est une pratique très répandue en Afrique, surtout dans la zone Australe et Centrale, y compris en République Centrafricaine (RCA). En effet, il n'est pas rare d'y voir des éleveurs de diverses origines qui se déplacent principalement pour leur survie et celle du troupeau malgré les contextes et défis propres à chaque délimitation administrative nationale ou internationale, incluant de manière non exhaustive les variations climatiques importantes, les perceptions des communautés hôtes, les développements d'accords politiques et l'environnement sécuritaire. D'autre part, c'est aussi une pratique économiquement rentable étant donné son apport diversifié aussi bien au travers des échanges suscités que de la chaîne de valeurs qu'elle peut créer.

Cependant, depuis plusieurs années, la transhumance en RCA est marquée par pics de tensions entre différents groupes d'éleveurs transhumants d'une part, entre groupes armés et éleveurs transhumants d'autre part, mais aussi entre éleveurs transhumants et population sédentaires (habitants des localités ou agriculteurs) au point de générer des déplacements internes à travers le pays. Ces pics sont attribuables en partie à l'extension de la zone d'influence des groupes armés, l'augmentation de la violence communautaire en milieu jeune avec pour conséquence le pillage de bétail et les cycles de vengeance impliquant toute la communauté, la présence de groupes armés sur les couloirs traditionnels, la méconnaissance de couloirs traditionnels par certains des nouveaux transhumants, la méconnaissance des limites de zones agricoles situées à proximité des couloirs (balisage pas suffisamment marqué), et enfin l'insuffisance de points d'eau dédiés aux transhumants ou à leur bétail.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) travaillent conjointement sous financement du Peace Building Fund (PBF), à la mise en œuvre du projet « Restauration de la paix et du dialogue entre les communautés affectées par la transhumance transfrontalières RCA-Tchad ». La contribution de l'OIM par le biais de la DTM se concentre sur la collecte de données visant à renforcer et faciliter les stratégies et mécanismes de gestion pacifique des conflits suscités par la transhumance, au travers de la mise à disposition de données fiables et de cartographie sur les mobilités pastorales.

Ce rapport met l'accent sur l'impact des mouvements de transhumance sur les communautés vivant le long des axes géographiques du projet : Préfectures de la Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, et l'Ouham, plus spécifiquement dans 129 localités. La collecte de données a eu lieu entre 01^{er} Janvier 2020 et le 15 Février 2020.

METHODOLOGIE

La Matrice de Suivi des Déplacements a développé et adapté sa méthodologie afin de se pencher sur la question de la transhumance en RCA. La DTM a adopté une approche inclusive et participative déclinée de la manière suivante :

- Phase initiale de revue documentaire qui a porté sur la révision des données secondaires existantes auprès de différents acteurs dans le pays.
- Processus de cartographie participative : En regroupant les différents acteurs clés impliqués dans la gestion de la transhumance, il a été question d'échanges sur les différentes données tirées de la phase initiale, afin de compléter ces dernières avec les différentes nuances existantes sur le terrain.
- Prise de tracés GPS : Des missions de terrain de la DTM ont été mis en œuvre avec les éleveurs et agents d'élevage, afin de procéder au tracé de parcours et à l'identification de points d'intérêt pour la transhumance (points d'eau, aires d'abattage, les aires de pâturage, les marchés à bétail, etc...)
- Groupes de discussion sur la transhumance : Organisés auprès des différents groupes représentés le long des couloirs de transhumance ciblés par le projet. Les groupes ciblés par localité sont :
 - (I) les femmes de la communauté hôte,
 - (II) les autorités locales et représentants de la communauté,
 - (III) les personnes déplacées par le phénomène de transhumance et
 - (IV) les groupes de transhumants.

L'objectif était d'obtenir une vue d'ensemble des groupes de population représentés sur les couloirs, leurs implications dans les mouvements de transhumance et la perception qu'ils en tirent.

Tableau 1: Groupes de discussions animés dans le cadre de l'évaluation

Zones d'évaluation	Nombre localités	Groupes ouverts	Groupes de femmes	Groupes de PDI	Groupes de transhumants
Nana-Gribizi	21	22	20	13	8
Ouham (Kabo)	18	13	14	11	10
Bamingui-Bangoran	94	94	85	78	16
TOTAL	133	129	119	102	34
		97%	89%	77%	26%

En vue d'avoir une compréhension commune des concepts utilisés, les termes et concepts suivants sont compris selon les définitions qui suivent :

- Personne déplacée interne : « personne qui a été forcée ou contraintes à fuir ou à quitter son foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'a pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat. »¹
- Communauté hôte : Communauté locale accueillant des populations déplacées ou les populations transhumantes. Il s'agit des populations sédentaires vivant dans les localités d'évaluation ciblées par l'évaluation.
- Groupes d'éleveurs transhumants : Groupe de personnes qui régulièrement accompagne le mouvement de bétail entre deux points afin d'exploiter la disponibilité d'aires de pâturage²

LIMITES ET DÉFIS

Les données et observations collectées dans les trois préfectures d'intérêt dressent une carte dynamique et changeante de la situation et témoignent des flux de transhumance. Il serait assez ambitieux d'apprécier de manière exhaustive la granularité constamment changeante sur des délais temporels assez courts, de ces mouvements.

Néanmoins l'inclusion d'une panoplie d'acteurs impliqués dans le processus de transhumance à plusieurs niveaux permet de fournir un aperçu sur les couloirs d'intérêt identifiés par des groupes représentatifs en la matière.

Enfin, les données de référence qui ne sont pas incluses dans le rapport sont disponibles, sous demande, à l'adresse DTMRCA@iom.int selon la politique de protection de données de l'OIM.

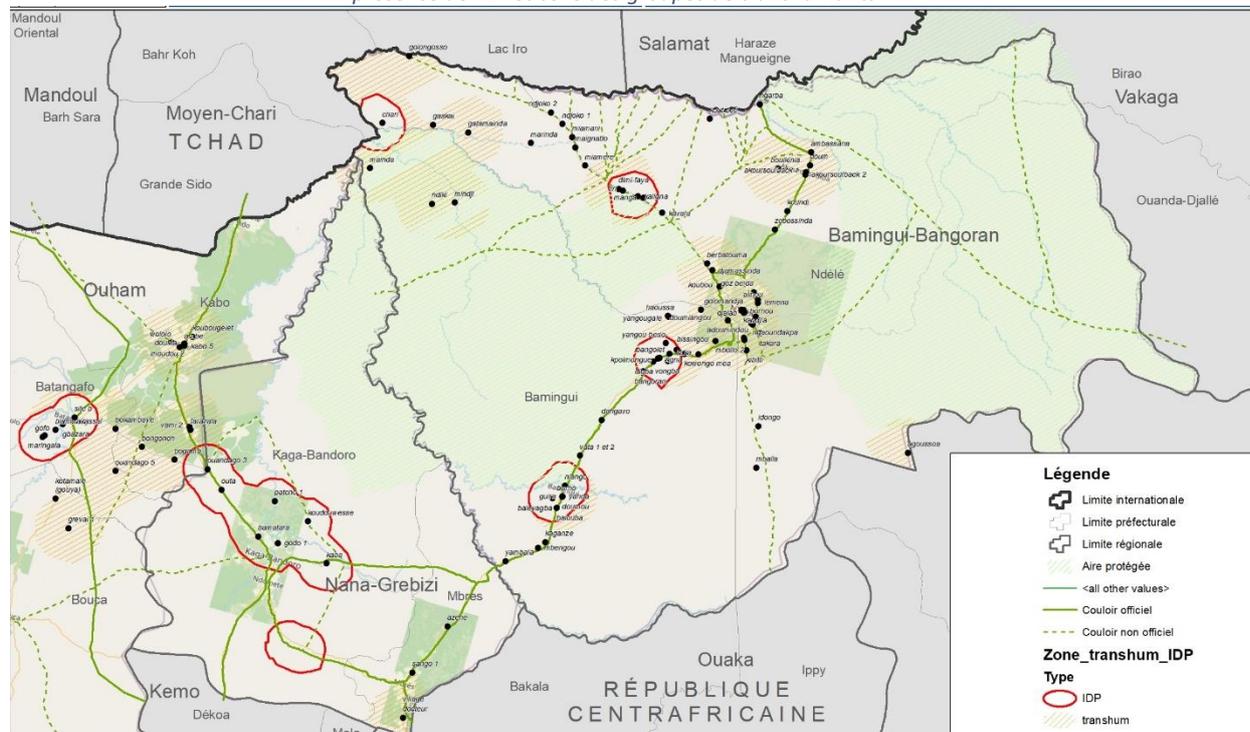
¹ Glossaire de la migration (OIM, 2007)

² "You can't go home again: Pastoralism in the new millennium", R. Blench, Institutional Research Fellow Overseas Development Institute, Cambridge, 2001. <http://www.org.odi.uk/staff/r.blench>

LES MOUVEMENTS DE TRANSHUMANCE

En total, cent vingt-neuf localités ont été couvertes avec des entretiens. Sur les cent vingt-neuf localités évaluées, trente-six entretiens se sont faits avec des groupes d'éleveurs transhumants et vingt-sept avec des éleveurs locaux qui vivent essentiellement de produits dérivés de l'élevage.

Carte 1: Zone et localités d'évaluation ciblées par le projet, mentionnant la présence des couloirs de transhumance, la présence de PDI et celle des groupes de transhumants



Sur ces localités, la majorité des éleveurs présents dans les zones ciblées sont d'origine Centrafricaine (pour moitié), Tchadienne (environ un tiers), et Soudanaise. La majorité de ces éleveurs parcourent de longues distances allant de trois jours à deux semaines de marche pour faire paître leur bétail.

Sur les 34 groupes de discussion organisés avec des éleveurs transhumants, 18 groupes ont affirmé provenir du Tchad, et 16 groupes ont révélé avoir commencé leur parcours de transhumance depuis le sol Centrafricain, laissant présumer qu'ils y vivent tout au long de l'année. En assimilant ces lieux de provenance aux lieux d'origine/repère des pasteurs, cela dénote bel et bien la présence des deux types de transhumance (transfrontalière et interne) sur le territoire Centrafricain, et précisément sur la zone d'étude.

Les éleveurs transhumants propriétaires de leurs troupeaux étaient majoritaires dans le 79% de ces groupes de discussion, par rapport au bergers employés par des tiers pour assurer le pâturage des troupeaux.

Transhumance, voyage seul ou accompagné ?

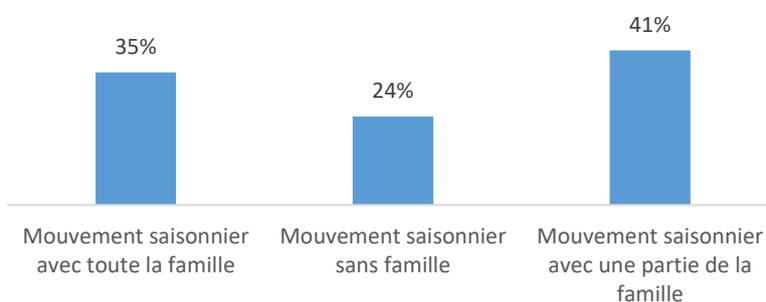
La majorité des groupes de discussion où les éleveurs sont propriétaires de troupeaux, se déplacent avec toute leur famille, ce qui laisse à penser que les propriétaires de troupeaux auraient plus tendance à se déplacer avec toute leur famille, contrairement aux bergers salariés qui ont tendance à se déplacer dans la plupart des cas sans leur famille. Un peu plus de la moitié (56%) des groupes de discussion avec les éleveurs transhumants confirme qu'ils effectuent des mouvements saisonniers accompagnés de toute leur famille, tandis qu'un tiers effectuerait des mouvements saisonniers avec une partie (35%) de leur famille.

Dans la préfecture de **Bamingui-Bangoran**, les bergers salariés de troupeaux se déplacent sans leur famille, tandis que la majorité des éleveurs propriétaires directs de troupeaux se déplacent avec au moins une partie de leur famille.

Dans l'**Ouham**, la tendance majoritaire est au mouvement saisonnier d'éleveurs non-propriétaires sans leur famille. Plus de la moitié des éleveurs propriétaires se déplace avec toute ou partie de leur famille. Dans la **Nana-Gribizi**, les bergers non-propriétaires font les mouvements de transhumance saisonnière avec toute ou partie de leur famille. Plus de la moitié des éleveurs propriétaires se déplace avec toute ou partie de leur famille.

Une spécificité est observée chez les transhumants en provenance du Tchad et Soudan, en comparaison avec ceux communément reconnus par les populations locales sous le nom de Mbarara (Éleveurs tchadiens installés dans le Nord de la RCA depuis les années 80). Les premiers se déplacent accompagnés de leur famille tandis que les seconds se déplacent seuls.

Figure 1: Mode de déplacement privilégié par les éleveurs transhumants



Groupes d'éleveurs en provenance de la RCA : Près de 60% des éleveurs présents à Kaga-Bandoro (Nana-Gribizi) sont arrivés de l'Ouham (Kabo et Batangafo). Aucun flux n'allait dans le sens inverse. Ces mêmes personnes rapportent que, traditionnellement, ces flux liant les trois sous-préfectures, sont plus établis et ancrés.

Groupes d'éleveurs en provenance du Tchad : En termes de présence dans les zones ciblées, les éleveurs arrivant du Tchad étaient présents dans la Préfecture de Bamingui-Bangoran (11 localités) l'Ouham (4 localités) et la Nana-Gribizi (3 localités).

Mouvements de transhumance : tendances, périodicité, calendrier.

La DTM a estimé le cheptel transhumant passé au sein des localités d'évaluation à plus de **67 129 bovins** et **5 185 caprins et ovins**.

Deux types de transhumance se chevauchent dans ces zones : des petites transhumances nationales effectuée par des éleveurs centrafricains et des grandes transhumances arrivant généralement du Tchad et du Soudan. Les groupes de discussions ont mis en avant le fait que dans la moitié des localités évaluées, il est relevé une diminution des petites transhumances au profit des grandes transhumances. Lors de plusieurs groupes de discussion, ce phénomène est de plus en plus souvent accompagné de violences au passage des localités évaluées.

La période d'arrivée des transhumants depuis le Tchad dans les localités évaluées se situe entre **début Octobre et fin Janvier**, tandis que celle de la remontée correspond à la période allant de **mars à Juin**. Ce calendrier correspond plus ou moins au cycle saisonnier dans les différentes préfectures.

La disponibilité du pâturage est mentionnée comme un facteur essentiel justifiant la durée de séjour d'un troupeau au sein d'une localité. Pour presque tous les groupes de transhumants, l'aspect saisonnier et sécuritaire sont les variables cruciales du trajet et de la périodicité.

Les différents groupes de discussion indiquent que la durée de séjour des troupeaux, varie légèrement selon les localités : un tiers des localités évaluées accueillent pendant tout le cycle de transhumance les mêmes

troupeaux ; un autre tiers accueille des transhumants sur plusieurs semaines seulement et le tiers restant voit les éleveurs transhumants rester pendant moins d'une semaine sur place avant de poursuivre leur route.

Couloirs et passage de transhumance : Origine, transit et destination

Dans la préfecture de **Bamingui-Bangoran**, au cours de la période de transhumance, la majorité des éleveurs signalés sont de nationalité Centrafricaine, mais une forte présence d'éleveurs originaire du Tchad est également signalée. Dans les localités évaluées, il est rapporté un cheptel s'élevant à environ **65 627 bovins** et **4 135 caprins**. Tandis que les caprins sont en majorité détenus par les agriculteurs des localités, les petits ruminants (ovins) sont aux éleveurs transhumants.

Les éleveurs des localités de Chari, Bedana et Digbia ont tendance à rester dans la périphérie de leurs localités (environs 5 km), ceux des autres localités ont plus tendance à se déplacer vers des localités prisées telles Adoumindou, Boulkinia, Koubou et Ambassana. Ces dernières localités sont en général des localités de transit pour rejoindre les préfectures voisines de Kaga-Bandoro et Ouaka.

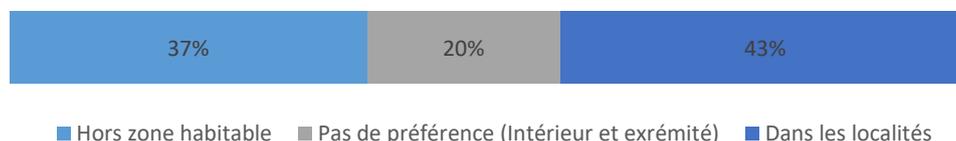
Dans la préfecture de **Nana-Gribizi**, à peu près la moitié des éleveurs signalés sont de nationalité Centrafricaine, l'autre de nationalité Tchadienne. Les éleveurs sont en général situés dans un rayon de 8 km aux environs des localités évaluées, et dans la majorité des localités plusieurs passages d'éleveurs transhumants sont notés par semaines notamment dans les localités de Grevai 1 et Oundago 1. A Kaba et Ouande Linguiri par contre, bien que la population locale soit à plus de dix pour cent (10%) constituée d'éleveurs, ces derniers se déplacent sur des distances plus courtes. Beaucoup de groupes de transhumants transitant par Oandago 1 se dirigent en général vers Bogama.

Dans les **sous-préfectures de Kabo et Batangafo**, dans le Ouham, il est rapporté que les personnes vivant essentiellement de l'élevage représentent moins de cinq pour cent (5%) par localité, et ces derniers sont presque tous d'origine Tchadienne. Les localités évaluées dans cette préfecture ont un cheptel estimé à 1 300 bovins pour plus de 5 185 caprins. Tous parcourent de très longues distances au-delà des localités évaluées, en général sur plusieurs semaines pour la survie du troupeau. Au sein des telles Bokambaye (dans la sous-préfecture de Kabo), Gbazara et Gofa (dans la sous-préfecture et Batangafo), la tendance est à plusieurs passages de différents groupes de transhumants par jour, ce qui témoigne d'une activité plus dense des transhumants.

Principaux lieux d'intérêt

Les principales localités d'intérêt pour la transhumance se situent majoritairement sur les points d'intérêt et infrastructures utiles à la santé des animaux. Ainsi, les Sources d'eau les plus utilisés par les groupes d'éleveurs transhumants pour leurs troupeaux sont les rivières ou ruisseaux saisonniers, ainsi que des puits publics. Toutefois, 35 pour cent des puits situés sur les couloirs de transhumance sont non fonctionnels de même que vingt-deux pour cent des forages à usage publics.

Figure 2: Points d'eau préférés par les éleveurs transhumants le long des couloirs de transhumance



Les groupes de discussion ont mis en évidence pour ce qui est de la préférence et la distance des points d'eau, que **43 pour cent des points d'eau prisés par les éleveurs transhumants pour abreuver le bétail sont des ressources partagées situées au sein même des localités par lesquels ils passent**. De même, 37 pour cent sont hors de la zone à forte densité de population, tandis que dans 20 pour cent des cas les points d'eau sont choisis sans préférence aucune et sont situés à mi-chemin entre les zones richement habitées et celles qui le sont le moins.

Cette observation renforce l'idée de l'existence d'une pression supplémentaire liée au partage de ressources en eau avec les communautés non transhumantes. La disponibilité et l'accès suffisant en eau pour les ménages

des localités vivant le long des couloirs de transhumance, est un facteur central à considérer comme potentielle source de conflit.

TRANSHUMANCES ET COMMUNAUTÉS LOCALES

Déplacements de population liés aux tensions entre éleveurs et communautés hôtes

Sur les 129 localités évaluées, 102 (79%) hébergent des personnes déplacées internes à cause de conflits communautaires ou violences armées. De ce nombre, 80 localités accueillent les déplacés dont les localités d'origine ont été soit attaquées par des groupes armés, soit le théâtre d'affrontements entre fractions armées rivales ; 22 localités accueillent des PDI dont la raison de déplacement est la survenue dans leurs zones de provenance, de conflits impliquant des individus assimilés par les populations locales, aux éleveurs armés. De ce fait, la mauvaise gestion des mouvements de transhumance est donc source de déplacement interne, à cause des disputes pour l'accès aux ressources naturelles d'une part (points d'eau insuffisants pour le bétail et la communauté ; aussi, certains groupes de transhumants sont en conflits car ils souhaitent garder l'exclusivité sur des périmètres de pâturage afin de limiter la concurrence, mais aussi afin d'éviter la transmission de la maladie au bétail au travers d'un pâturage souillé), mais aussi à cause d'actes d'incivisme et de pillage souvent orchestrés par la jeune population désœuvrée des communautés hôtes sur le bétail. Des violences cycliques sont alors souvent observées comme représailles d'incidents précédents ayant fait l'objet de médiation insuffisante. Ces représailles sont souvent plus violentes selon les communautés locales, lorsque sont impliqués les groupes armés dont certains membres seraient propriétaires de cheptel. Une pratique plus répandue surtout dans la Nana-Gribizi, est dans certaines localités l'intimidation des populations locales par les éleveurs armés qui volontairement laissent paître le troupeau dans les champs avec pour prétexte que ces derniers s'y engraisent plus facilement qu'en broutant de l'herbe. Dans ces cas, les communautés locales rapportent qu'il s'agit d'éleveurs ayant fait alliance avec les groupes armés qui dominent dans la périphérie, et qui par ce biais abusent de leur dur labeur.

Dans les trois préfectures évaluées, les groupes de discussion ont mis en évidence qu'environ 1 275 ménages seraient en situation de déplacement suite aux violences entre éleveurs et agriculteurs, dont 351 dans la Nana-Gribizi, 587 dans la Bamingui-Bangoran, et 337 dans l'Ouham. La Nana-Gribizi concentre la majorité des localités d'accueil (11 localités³), contre 7 localités dans Bamingui-Bangoran⁴ et 4 localités de l'Ouham⁵.

Tableau 2: Déplacements internes induits par la transhumance

Zones d'évaluation	#PDI (ménages)
Nana-Gribizi	351
Ouham (Kabo)	337
Bamingui-Bangoran	587
TOTAL	1 275

Soixante-dix pour cent (70%) des 129 localités indiquent le passage fréquent d'éleveurs transhumants avec de larges troupeaux de bétail sur leur zone. En se basant sur les données DTM des déplacements internes de population (DTM R9) les préfectures de Bamingui-Bangoran et la Nana-Gribizi accueillent des communautés déplacées liées à la transhumance dans 57 de leurs localités. En général, il s'agit de déplacements liés à des attaques d'individus que les communautés qualifient d'éleveurs, ou des déplacements préventifs par crainte de représailles à la suite d'un précédent conflit impliquant des éleveurs transhumants.

Dans la préfecture de **Bamingui-Bangoran**, la DTM estime qu'environ 587 ménages (1 986 individus) se sont déplacés à cause d'incidents en lien avec la transhumance. La majorité de ces déplacements ont eu lieu dans la

³ Bamatara, Doukouma, Gdo1, kaba, Kako 1, Koudouwesse, Ouandago 1-3-4, Outa, et Patcho 1

⁴ Baleyagba, Bangolet, Beadan, Chari, Dimi-Faya, Kpolmongue, Niango

⁵ Bamarakassai, Gofa, Maringala, et le Site B.

seconde moitié de l'année 2019, principalement en provenance de la localité de Golongosso. Ces populations vivent actuellement au sein des villages de Diki, et Tiri.

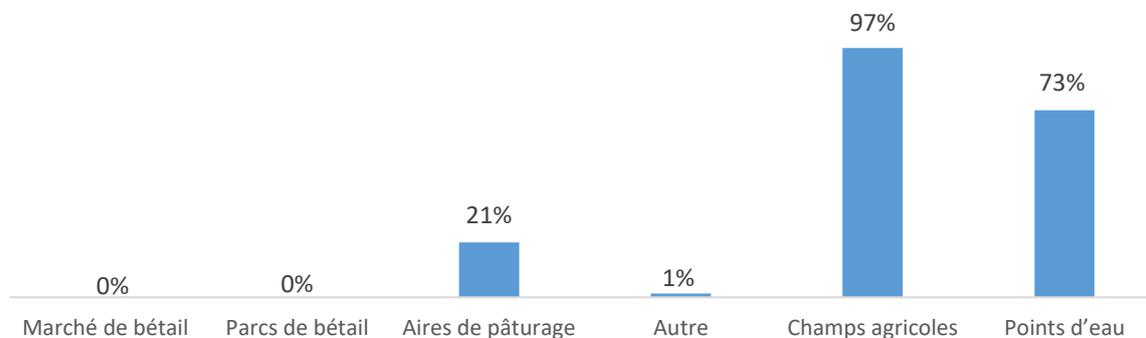
Dans la préfecture de **Nana-Gribizi**, 351 ménages (1 590 individus) sont déplacés à cause d'incidents en lien avec la transhumance (principalement la destruction des champs par le bétail, et le vol de bétail par les jeunes des localités de transit). Tout comme ceux de Bamingui-Bangoran, ces derniers sont en majorité déplacés dans la seconde moitié de l'année 2019, en provenance principalement de Botto, Tingui et Yalo. Les principales concentrations de ces déplacés sont dans les communes de Kaga-Bandoro (localités de Gribingui1, Gbaya, Kanomara et Bobara), Ndenga (localités de Kanda1, Somboke1, Mbiti1).

Au sein de la sous-préfecture de **Kabo** dans l'Ouham, 337 ménages sont déplacés à cause d'incidents en lien avec la transhumance. Sur l'axe d'évaluation de ce projet, les localités telles Bamara-Kassai, Bogama, Bokambaye accueillent ces communautés déplacées. Une particularité aussi dans cette sous-préfecture, est le fait que les campements Koubougelet et Wololo soient essentiellement constitués d'éleveurs connus comme transhumants, au sein des communes de Ouassi et de Sido. Alors qu'une partie des incidents est causée par la concurrence engendrée par l'insuffisance de points d'eau (on en a presque souvent un seul pour toute une localité comme sur l'axe Kabo-Sido), d'autres incidents très récurrents font suite à la destruction de champs par le bétail, par exemple le long de l'axe Kabo-Ouandago.

Lieux d'interactions conflictuelles

Les tensions et conflits liés à l'interaction entre éleveurs transhumants et population vivant le long des couloirs, ont été relevés dans 54 pour cent des localités évaluées. Ces incidents ont généralement lieu à proximité des champs agricoles (97 %) et près des points d'eau (73%) (questions à choix multiples). Dans 21 pour cent des cas les conflits se déroulent à proximité des aires de pâturage. Les aires de pâturage sont signalées comme enjeu majeur dans la Baminguigui-Bangoran (localités de Ambassane, Koutchou Kaco, Lemena, Mbollo, Ngarba et Takara), la Nana-Gribizi (Bamatara, Kaba, Kako1, Patcho1, et village docteur) et l'Ouham (Gbazara, Gofu, et Maringala).

Figure 3: Localisation des zones conflictuelles en lien avec la transhumance (Fréquence des choix multiples)



Les points d'eau source de conflits sont identifiés dans la Nana-Gribizi (points d'eau de 7 localités), Bamingui-Bangoran (points d'eau de 35 localités) et Ouham (points d'eau de 9 localités). Le tableau ci-dessous présente une matrice reflétant la fréquence de conflits aux points d'eau prisés par les éleveurs transhumants, en fonction de leur disposition par rapport aux zones d'habitation. Il en ressort en effet que dans 53 pour cent des localités, les points d'eau sont très fréquemment source de conflit (16% des points d'eau sont très fréquentés par les transhumants en dehors de la zone habitable, contre 27% en dehors de la zone habitable et 11% indifférents) tandis qu'ils sont fréquemment source de conflit dans 16 pour cent des localités, parfois source de conflit pour 16 pour cent des localités, et jamais sujets de conflit pour 15 pour cent de localité.

Tableau 3: Caractéristiques des conflits par rapports aux points d'eau

Zones d'évaluation	Hors zone habitable	Pas de préférence (intérieur et extrémité)	Dans les localités (zone habitable)	
Les points d'eau qui ne sont presque jamais source de conflit	5%	4%	6%	15%
Les points d'eau qui sont parfois source de conflit	9%	2%	5%	16%
Les points d'eau qui sont fréquemment source de conflit	9%	4%	4%	16%
Les points d'eau sont qui sont très fréquemment source de conflit	16%	11%	27%	53%
	37%	20%	43%	

Transhumance et l'économie locale

Au sein des 129 groupes de discussion généralisées qui ont été animés dans des localités d'évaluation, 62 ont accepté s'exprimer sur le lien entre les mouvements de transhumance et leur économie locale. Trente-huit pour cent d'entre eux a développé une perception positive de l'impact économique des transhumances tandis que 54 pour cent y voient un impact négatif.

+ Approvisionnement en bétail, abondance de produits, demande importante : Certaines communautés ont une perception plus positive des relations économiques avec les éleveurs transhumants. Ainsi, se renforcent des liens de confiance entretenus par les échanges commerciaux avec les communautés locales. La plupart des groupes de discussion animés ont fait ressortir l'opportunité d'écouler leurs produits à bon prix auprès des éleveurs et la disponibilité des protéines animales et du cheptel de rechange provenant de races importées. Les éleveurs transhumants constituent donc une clientèle prisée du fait de leur pouvoir d'achat important, mais aussi c'est l'occasion idoine pour les éleveurs locaux de s'approvisionner en produits locaux de première nécessité, de s'approvisionner en produits miniers, et en produits sanitaires afin de prendre soin de leur bétail, tout comme c'est aussi une occasion pour ces derniers d'écouler une partie de leur bétail auprès de la communauté d'accueil.

La transhumance est donc vue comme bénéfique au développement local dans les localités bénéficiant de parc à bétail utilisés pour stocker le bétail destiné à la vente. Dans **Bamingui-Bangoran** par exemple, le parc existant est cogéré par un représentant délégué élu de la communauté, travaillant en étroite collaboration avec les autorités locales (maires), et l'ANDE. La taxe s'élève à cinq milles francs CFA par tête, répartis entre l'ANDE et les représentants locaux (maires) chargés du plan de développement local. Ces marchés, créent également des opportunités d'emplois temporaires pendant le cycle de la grande transhumance, ou encore le regroupement en associations locales pour la transformation industrielle de matière première animale en produits dérivés.

- Hausse des prix, indicent sécuritaires, accès restreint aux champs et récoltes difficiles : L'économie pour les populations situées le long des couloirs de transhumance est basée principalement sur l'agriculture qui obéit à un cycle saisonnier connu pour différents types de cultures pratiquées localement. Durant la période des pluies et celle des récoltes, les populations riveraines des couloirs de transhumance se mobilisent sur les champs. Toutefois, les champs localisés à proximité (ou pas) des couloirs de transhumance sont les plus fréquemment confrontés aux dégâts et incidents liés au passage du bétail. Le passage d'éleveurs transhumants y est donc régulièrement perçu comme source de conflits du fait de la destruction de cultures par le bétail, surtout si le mouvement de transhumance se réalise trop tôt dans la saison. Cette problématique de mouvements de transhumance précoces, liée aux nouvelles variations climatiques impactant sur le calendrier agricole et donc des récoltes, et autres difficultés auxquelles font face les éleveurs transhumants (par exemple accès insuffisant aux points d'eau, non neutralité des populations dans les cas de vol de bétail, etc ...) a été soulevée dans de nombreuses discussions au sein des localités. Les conflits engendrés entre les propriétaires agricoles et les éleveurs de troupeaux, lorsque mal gérés, conduisent à des hostilités accompagnées de cycles de représailles parfois discontinues. Le climat engendré est la cause principale de l'insécurité de l'accès aux champs qui devient

alors risqué. La baisse de la production en est une conséquence directe, qui elle-même devient cause de la hausse généralisée des prix sur les marchés.

ACCES AUX SERVICES

Transhumance et accès aux services de base dans les localités de transit et accueil

Les éléments ci-dessous constituent les principales observations caractérisant l'accès aux services pour l'élevage et la production agricole dans les localités d'évaluation le long des couloirs de transhumance :

Médicament et service vétérinaires

Seize localités sur 129 (8%) ont un point d'approvisionnement en médicaments pour animaux et la quasi-totalité se trouve dans la Bamingui Bangoran. La Nana Gribizi, n'a pas de points d'approvisionnement vétérinaire et l'Ouham dispose seulement d'un point, dans la localité de Maringala. Les mêmes points servent, dans la majorité des cas, de points d'approvisionnement en médicaments pour la population locale.

Espaces de vaccination de bétail

Les centres de vaccination ne sont présents que dans la préfecture de Ndéle, et plus spécifiquement à Ackoursoulback, Tiri, Koundi, Ndoucka 2, Zobossinda, et dans la localité de Ouandago 1 (commune de Nana-Outta).

Espaces agricoles dédiés

Quatorze localités (11%) disposent d'espace agricoles dédiés⁶.

- Commune de Mbrès : Brolokoa
- Commune de Dar-El-Kouti : Allakarim, Doublefay, Zara et Gbolo
- Commune de Vassako : Ngrikaie, Daliwao, Ndaliwa et Ropital
- Commune de Botto : Les champs situés dans les environs de Caba, Lahoro, Bloc1, bloc 2, Bloc 3

De ceux-ci, environs quatre-vingts pour cent ont été le théâtre de conflit entre les éleveurs transhumants et les communautés sédentaires, dans les deux dernières années. La majorité des entretiens et des informations relevées indiquent que ces espaces agricoles, situés sur les routes empruntées par les transhumants, sont des points de conflits du fait que des points d'eaux se situent sur le même territoire.

Espaces d'échange/ Marché à bétail

Dans les localités évaluées, dix-neuf dispose d'un espace d'échange et/ou marché à bétail, où les éleveurs peuvent vendre leurs produits. Par préfecture d'évaluation, les marchés à bétail se trouvent dans les localités suivantes :

- **Bamingui** : Kotissako, Yangoumourou, Ngoto et Ngougou
- **Kabo** : Kabo
- **Kaga-Bandoro** : Ouandago et de Outa
- **Ndéle** : Akoursoulback, Miamani, Boussa, Zovala, Hafia, Tiri, et marché central de Ndélé

Le taux de présence d'éleveurs transhumants dans ces espaces augmente de 82% en période de transhumance par rapport à la période basse.

Parc à bétail

En empruntant les couloirs et circuits de transhumance il est possible d'identifier la grande insuffisance des espaces dédiés à la garde et la sécurité du bétail. Dans les trois préfectures évaluées, seulement quatre (4) localités disposent de parcs à bétail, dont trois (3) dans la sous-préfecture de à Ndélé (Ackoursoulback, Doum et Koutchou Kaco) et une dans la sous-préfecture de Mbrès (Oaunde Linguiri).

Les transhumances et l'accès aux services

Dans la moitié des 129 localités évaluées, les quatre groupes représentés ont indiqué avoir un accès équitable et non restreint aux services de base tels les soins de santé. En revanche, 42 pour cent des localités rapportent un accès inéquitable et 9 pour cent aucun accès possible en général⁷ du fait de leur inexistence. Il se dégage

⁶ Ces espaces avaient été délimités par les autorités traditionnelles il y a longtemps de cela (aucune date n'a pu être donnée), pour faciliter l'alternance de cultures et les périodes de jachère, et résoudre en partie la régulation de la transhumance. Dans la Nana-Gribizi surtout, cette notion se rapporte aux aires dédiées uniquement à l'agriculture et interdites aux éleveurs transhumants.

⁷ Pour les données de référence veuillez-vous adresser à DTMCAR@iom.int

dont le besoin général de renforcer les structures affaiblies ou d'en créer de nouvelles pour le bien-être des communautés et des transhumants.

L'insécurité est le problème le plus rapporté au sein des communautés d'évaluation (70% des communautés). Elle s'attribue principalement à la présence de groupes armés, ainsi qu'à la présence parfois signalée de transhumants armés à diverses fins.

En termes **d'eau et d'assainissement**, des difficultés sont rapportées dans 63 pour cent des 129 localités évaluées, du fait de la concurrence accrue pour l'accès aux points d'eau situés à proximité de la localité et à la pression additionnelle créée par l'arrivée des éleveurs transhumants. Dans plusieurs cas, les points d'eau sont insuffisants et en mauvais état.

Les groupes de discussion avec les Personnes Déplacées Internes (PDI) permettent d'établir que dans la presque totalité des localités d'accueil, ceux-ci ont accès aux mêmes services de base. Si cela montre un degré positif d'intégration locale, les PDI voient toutefois leur accès aux ressources d'eau se réduire lors des périodes de transhumances au cours desquelles l'accès aux services de base font face à une compétition accrue.

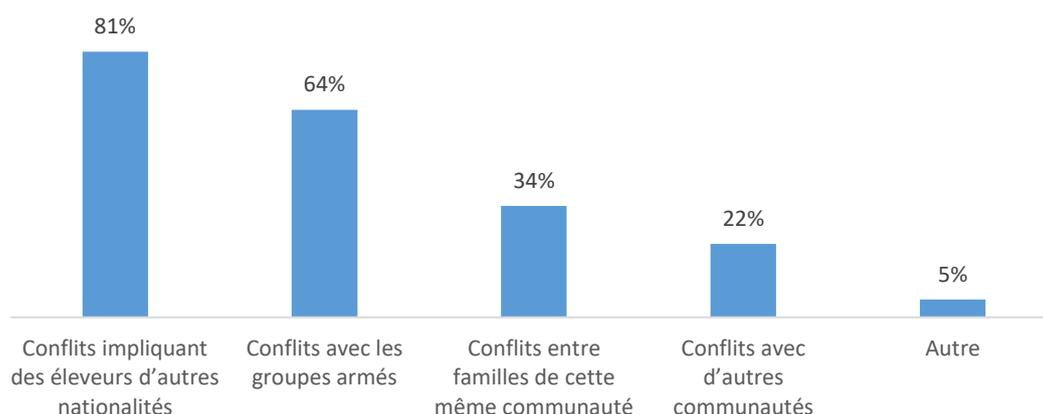
Les groupes de discussion avec les éleveurs transhumants ont souligné un accès insuffisant aux services d'éducation, de documentation personnelle et animale, mais aussi de sécurité. Dans la grande majorité des groupes de discussion effectués, les éleveurs transhumants ont fait mention du sentiment qu'ils ont d'être pillés et escroqués, à la fois par les populations des localités de transit que par les groupes armés.

COHESION SOCIALE ET CONFLITS

Nombre et type de conflits

Les conflits identifiés au cours de cette étude surviennent au cours des cycles de transhumance dans les phases de descente et de remontée. Le type de conflit le plus fréquent est celui impliquant les éleveurs non centrafricains dits Mbarara, quels que soient les autres acteurs.

Figure 4: Acteurs impliqués dans les conflits de transhumance (choix multiples)



Les conflits entre groupes armés et éleveurs transhumants ont également été révélés dans 64% des localités évaluées. Les conflits intercommunautaires sont mentionnés dans au moins 22 pour cent des localités. Dans la préfecture de l'Ouham, entre décembre 2019 et janvier 2020, les communes de Sido et Kabo ont vécu trois incidents majeurs impliquant les éleveurs transhumants et les groupes armés.

Mécanismes de gestion des conflits : type, fonctionnalité, efficacité

Sur les 129 localités évaluées, 90 disposeraient d'un mécanisme de gestion de conflit existant et qualifié de fonctionnel par les groupes de discussion. En général, dans les localités qui disposent de mécanismes de gestion de conflit, les comités de médiation sont présidés essentiellement par les chefs de communautés dans 84 pour cent des cas, tandis que dans huit pour cent des cas ces derniers sont parfois associés chefs religieux lorsque l'autorité religieuse et traditionnelle n'est pas incarnée par la même entité. Sept localités ont révélé l'implication de groupes armés dans la gestion locale de conflits auprès d'autorités locales. En effet il y est rapporté que les représentants des groupes armés participeraient aux instances de recours ou seraient les seuls impliqués à la résolution des conflits en lien avec la transhumance.

Dans la **Bamingui Bangoran** deux localités n'ont pas de mécanisme de gestion de conflit à savoir les localités de Azene et Koudouwesse dans la nana-Gribizi. Finalement, il est rapporté également l'existence de mécanismes de gestion de conflit régulé essentiellement par des groupes armés, sans la présence des figures traditionnellement associées à cette gestion. Ceci serait le cas dans six localités au total, dont cinq dans la préfecture de Bamingui-Bangoran (Dimi-Faya, Djoko, Gatamainda, Ndjoko 2, et Sara) et une à Kaba, dans la Nana-Gribizi.

Appréciations communautaires de la gestion des conflits

Trois localités principales relèvent l'insatisfaction générale de la gestion de conflits (Djoko 1, Djoko 2 et Ambassane dans la commune de Dar-El-Kouti, préfecture de Bamingui-Bangoran). Dans neuf localités, une satisfaction partielle face aux décisions de ces comités a été exprimé. Le manque de neutralité dans la prise de décision et surtout l'imposition des groupes armés avec les systèmes d'amendes sont la raison la plus répandue des mécontentements.

Dans les 92 localités disposant d'un système de gestion de conflit, les décisions des comités en place sont favorablement accueillies dans 87 pour cent des cas.

Pour les groupes de transhumants, la majorité estiment ne pas être associés à la prise de décision en cas de gestion de conflits, ce qui crée un sentiment d'injustice.

INCIDENTS & VULNERABILITES

Interrogés sur les risques et vulnérabilités dans leur localité, les groupes de discussion indiquent que les incidents surviennent soit après la destruction des champs par les troupeaux, soit suite aux conflits pour l'approvisionnement en eau. D'autres types d'incidents surviennent également surtout lors de la remontée, impliquant les groupes armés et les éleveurs. En effet, il est rapporté que certains groupes troquent quelques têtes de bétail contre les armes auprès des groupes armés, afin de pouvoir se protéger. Seulement, ces derniers se sentent parfois menacés lors de la remontée des grands transhumants (transfrontaliers) suite à l'inversion du rapport de force, ce qui est donc aussi source de conflits. De tous ces facteurs se déclenchent souvent des affrontements entre éleveurs et communauté locale ou entre éleveurs et groupes armés. Les conséquences de ces conflits entraînent parfois des enlèvements forcés d'enfants au sein des communautés locales (surtout mentionnés dans les environs de Kabo5) pour des buts pas assez élucidés.

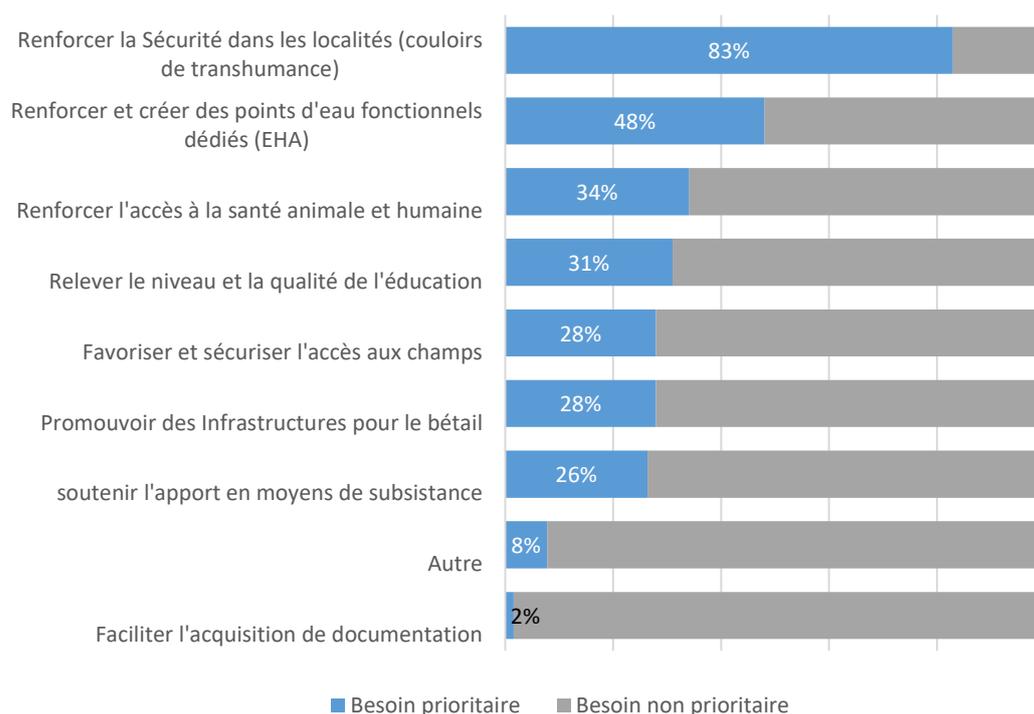
Des violences contre les femmes et les filles sont aussi fréquemment rapportées (19% des localités). Presque toutes les localités hébergeant des PDI, signalent une forte exposition aux risques d'agression physique. Des cas de violences basées sur le genre sont fréquents dans un tiers des localités évaluées. La moitié des localités ont signalé les deux types de risques pour les populations déplacées.

Dans la majorité des groupes de discussions avec les femmes, celles-ci révèlent que durant le cycle de transhumance, il y a une augmentation des risques de menaces physiques, d'abus et de violences sexuelles perpétrées sur les femmes, surtout à proximité des points d'eau. Ces dernières rapportent également dans la majorité des groupes de discussion, qu'elles se sentent moins en sécurité dans les champs à cause de certains groupes d'éleveurs caractérisés comme violents et parfois armés.

BESOINS PRINCIPAUX

Plusieurs éléments de réponse pour faciliter la gestion pacifique et efficace de la transhumance et des incidents liés aux interactions entre éleveurs transhumants et communautés ont été proposés au cours des groupes de discussion. Le graphique ci-dessous illustre le fait que le besoin perçu comme étant le plus crucial dans 83% de cas est le renforcement de la sécurité sur les couloirs de transhumance empruntés par les groupes de transhumants. Toutefois, cette solution ne fait que répondre à une crise déjà survenue, alors que d'autres solutions sont avancées en guise de prévention des conflits : création de points d'eau supplémentaires, renforcement de l'accès à la santé animale, sécurisation des champs, promotion des infrastructures pour le bétail, etc.

Figure 5: Besoins principaux pour faciliter la sérénité des mouvements de transhumance (choix multiple)



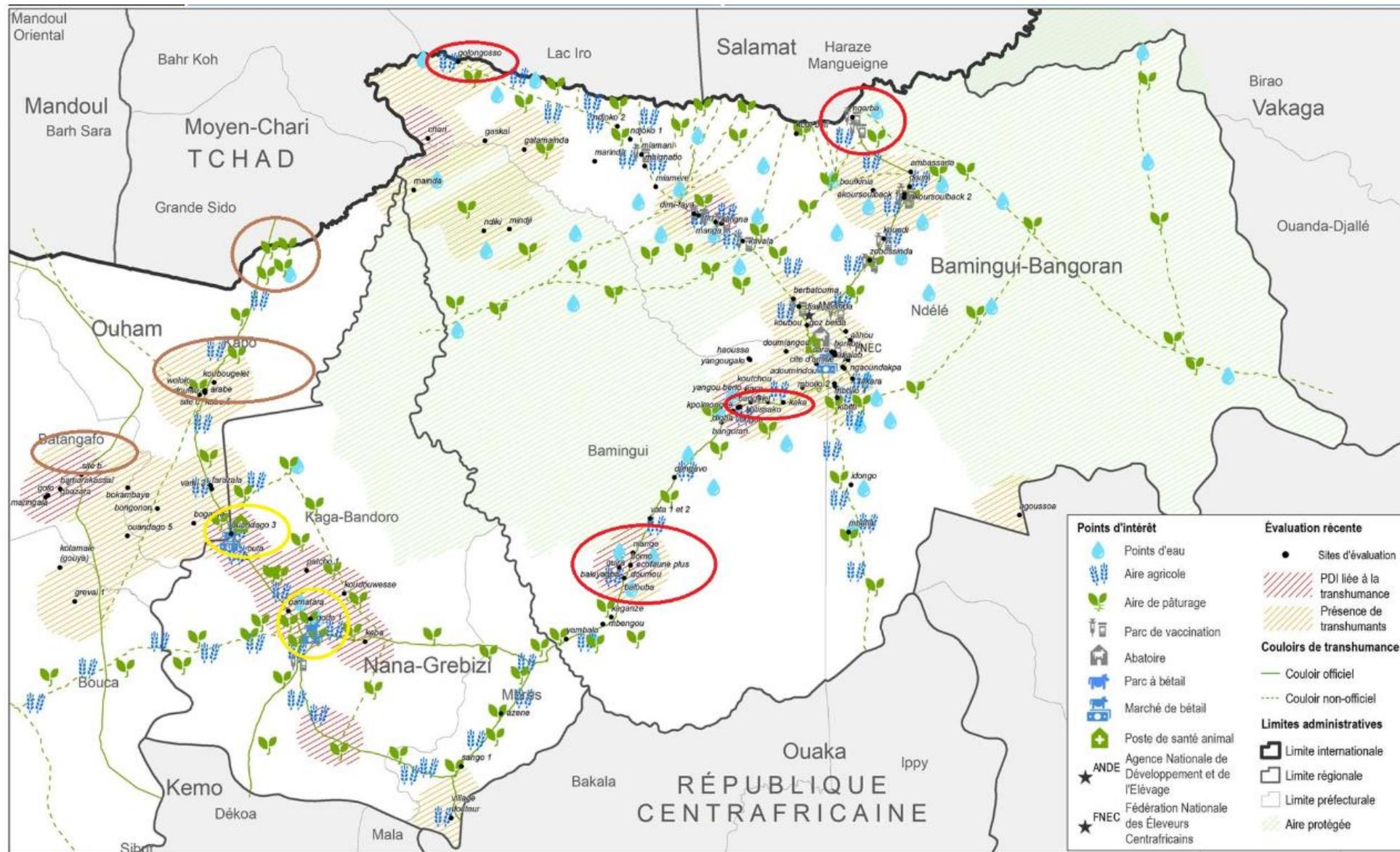
La facilitation du processus de transhumance au travers de l'aménagement de points d'eau dédiés à la transhumance, et du renforcement des mécanismes de sécurité et de gestion de ces points d'eau est un enjeu important préconisé par les communautés afin d'apaiser les sources de conflit. En effet, l'étude a montré que les points d'eau sont un lieu propice aux conflits (du fait de leur position mais aussi de la concurrence d'accès par les communautés transhumantes et non transhumantes). Pour les champs, encourager un re balisage des couloirs de transhumance, accentuer la communication sur ces derniers, et encourager un retour aux mécanismes de rotation de zones dédiées aux cultures tout en vulgarisant l'approche ancienne, serait plus que bénéfique pour les transhumants en guise de pâturage, mais aussi pour les communautés agricoles qui bénéficieraient de compost, sans compter qu'une sensibilisation et formation sur les chaînes de valeurs agricoles et animales renforceraient les coopérations et développement en réduisant les hostilités.

ZONES DE TRAVAIL RECOMMANDEES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES OUTILS DE GESTION DE TRANSHUMANCE

En plus des recommandations sur l'aménagement des points d'eau dédiés, d'une méthodologie nationale de régulation et de suivi des flux, et d'un renforcement sécuritaire, les éléments clés de ce rapport permettent de présenter la cartographie obtenue ci-dessous dont les cercles présentent les prochains points de suivi de la DTM. Ces points de suivi ont été identifiés sur la base de la disponibilité des points d'eau saisonniers, l'impact

d'incidents, l'origine des transhumants et l'accès aux parcs à bétails. Ils ont été validés par la FAO et par les structures décentralisées de la FNEC/ANDE. La prochaine étape du projet sera de monitorer ces points (susceptibles d'évoluer en fonction du contexte) pour dresser le profil et la fréquence de passage des différents groupes transhumants, tout en identifiant les potentiels défis qui sont liés à leur parcours. Les données collectées serviront pour orienter le groupe de travail sur transhumance dans son effort de réguler les cycles de la transhumance en RCA. Au-delà du projet «Restauration de la paix et du dialogue entre les communautés affectées par la transhumance transfrontalière en RCA-Tchad», ce rapport met en évidence la nécessité pour la RCA de développer une méthodologie nationale de régulation et de suivi des flux transhumants, afin que le pays dispose de données actualisées pour intervenir dans la gestion des cycles de transhumance sur son territoire.

ZONES DE TRAVAIL RECOMMANDEES POUR LA MISE EN ŒUVRE DES OUTILS DE GESTION DE TRANSHUMANCE



CONCLUSION

Cette étude rassemble des informations utiles dans la compréhension du processus de transhumance et son impact sur les différentes couches communautaires le long de ces couloirs.

La présence d'éleveurs transhumants affecte la perception de la situation sécuritaire, surtout à cause de la présence visible de certains éleveurs armés. Cette situation limite la liberté de mouvement des populations locales, avec un impact particulièrement négatif sur les populations déplacées internes dont les moyens de subsistance sont déjà limités. Rajoutée à la présence des groupes armés, le schéma obtenu ne crée pas un climat toujours favorable pour encourager les communautés à jouir du bénéfice de la transhumance pacifique. Les ressources et les services étant les principaux centres de conflit entre les populations locales et les éleveurs, ou entre différents groupes d'éleveurs voulant préserver l'exclusivité sur les zones de pâturage, il est crucial de déployer les mécanismes de sécurisation des couloirs de transhumance identifiés par le projet. L'absence de sécurité et de mécanisme de gestion de conflit opérationnel, l'absence de mécanisme de plainte centralisé et d'organe spécialisé dans le suivi effectif de leur résolution, ainsi que le manque d'organisation communautaire locale pour baliser et orienter les groupes de transhumants, sont autant de problèmes relevés et nécessitant des actions concrètes.

Dans la majorité des groupes de discussion menés, il a aussi été indiqué qu'un nombre de personnalités traditionnellement associées à la gestion de la vie des communautés voient, soit leur pouvoir de prise de décision réduit, soit subissent l'ingérence des groupes armés. Celle-ci paraît être devenue une réalité commune pour certaines localités, rappelant la nécessité de renforcer l'appui à la présence institutionnelle étatique, et le besoin d'accompagnement des acteurs externes potentiels dans la consolidation d'un mécanisme fonctionnel de régulation du cycle de transhumance. Alors que les PDI affirment participer au sein d'instances locales de gestion de conflit, les transhumants en revanche estiment ne pas être assez associés à la prise de décision en cas de litige, ce qui crée un sentiment d'illégalité et de frustration conduisant à des tensions.

Encourager le balisage des couloirs de transhumance, accentuer la communication sur l'existence de ces voies, et encourager si possible les négociations locales pour un retour aux mécanismes de rotation de zones dédiées aux cultures, serait plus que bénéfique pour les transhumants en guise de pâturage, mais aussi pour les communautés agricoles qui bénéficieraient doublement de compost, sans compter qu'une formation à la chaînes de valeurs agricoles et animales renforceraient les coopérations et développement en réduisant les hostilités.

Parallèlement à la mise en œuvre des autres piliers du projet de « Restauration de la paix et du dialogue entre les communautés affectées par la transhumance transfrontalière en RCA-Tchad », l'OIM poursuivra son action de suivi des flux de transhumance avec des données localisées et capturées de manière régulière. Sur les circuits de transhumance référencés par les localités principales de ce rapport, il s'agira de capter les circuits fréquemment empruntés par les transhumants afin de capturer la majorité des différents flux et les décrire systématiquement ; pour améliorer l'analyse des profils de transhumants internes et transfrontaliers, et ainsi mieux asseoir la compréhension évolutive sur les routes et les nécessité de la communauté transhumante, lors de la phase de remontée depuis la RCA en direction du Tchad.

ANNEXE 1– Liste des localités d'évaluation et groupes de discussion organisés

Prefecture	Sous-prefecture	Commune	Axe	Localite
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	ADOUMINDOU
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	BALEYAGBA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	BALOUBA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	BANGOLET
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	BANGORAN
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	BISSINGOU
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	BORNO
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	DANGAVO
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	DIGBA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	DOUMOU
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	ECOFAUNE PLUS
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	GUIRA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	KAGANZE
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	KAKA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	KOTISSAKO
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	KOWONGO MEA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	KPOLMONGUE
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	LANDO
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	MBENGOU
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	NGOUSSOI
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	NIANGO
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	VATA 1 ET 2
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	YAMBALA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	YANDA
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Vassako	Bamingui	ZIGNA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	BEDANA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	BERBATOUMA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	CHARI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	DIMI-FAYA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	DJAMASSINDA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	GASKAI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	GATAMAINDA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	GOLONGOSSO
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	KALIGNA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	KAVALA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	KOUBOU
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	MAINDA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	MANGA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	MARINDA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	MIAMANI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	MIAMERE
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	NDIKI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	NDJOKO 1
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	NDJOKO 2
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Golongosso	TIRI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	IDONGO
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	KIBITTI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	MBALLA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	MBOLLO 1

Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	MBOLLO 2
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	NGOUSSOA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Mbolopata	TAKARA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	VONGBA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Mbolopata	YANGOU BERLO
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Mbollo-Kpata	Mbolopata	YANGOU BRIDJI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	BORNOU
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	CITE D'AMITIE
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	DJALAB
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	DOUMIANGOU
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	GOLOMANDJA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	KANDJIA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	KPETENE
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	MISSION
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	MOUROUBA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	NDOKA 1
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	NDOKA 2
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	NGADJA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	NGAOUNDAKPA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	ROUNGA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	SARA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	SARA ZOYON (SARA 2)
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	SULTAN 1
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	SULTAN 2
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	SULTAN 3
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	SULTAN 4
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	N'délé centre	TYPOEUR
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	AKOURSOLBACK 2
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	AKOURSOLBACK 1
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	ALIHOU
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	AMBASSANA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	BOULKINIA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	DOUM
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	GOZ BEIDA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	HAOUSSA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	KOUNDI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	KOUT BETI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	KOUTCHOU KACO
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	LEMENA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	MAIGNABO
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	MINDJI
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	NGARBA
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	OUI-FRHANE
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	YANGOUGALE
Bamingui-Bangoran	Ndélé	Dar-El-Kouti	Ngarba	ZOBOSSINDA
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivai-Pamia	Bandoro	GREVAI 1
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivai-Pamia	Bandoro	KABA
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Botto	Botto	BAMATARA
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Botto	Botto	KOUDOUWESSE
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivai-Pamia	Kotangombé	GODO 1
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Ndenga	Mbrès	DOUKOUMA
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Ndenga	Mbrès	GAZAO
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Ndenga	Mbrès	KAKO 1
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Ndenga	Mbrès	KANGA
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Ndenga	Mbrès	NDOMETE
Nana-Gribizi	Mbrès	Mbrès	Mbrès	SANGO 1
Nana-Gribizi	Mbrès	Mbrès	Mbrès	SANGO 2
Nana-Gribizi	Mbrès	Mbrès	Mbrès	VILLAGE DOCTEUR
Nana-Gribizi	Mbrès	Mbrès	Mbrès	ZIBI

Nana-Gribizi	Mbrès	Mbrès	Mbres-Ndele	AZENE
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivai-Pamia	Mbres-Ndele	KOTAMALE (GOUYA)
Nana-Gribizi	Mbrès	Mbrès	Mbres-Ndele	OUANDE LINGUIRI
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Nana-Outa	Ouandago	OUANDAGO 3
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Nana-Outa	Ouandago	OUNDAGO 1
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Nana-Outa	Ouandago	OUTA
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Nana-Outa	Ouandago	PATCHO 1
Ouham	Kabo	Ouaki	BFO - Bandoro	BOGAMA
Ouham	Kabo	Ouaki	BFO - Bandoro	BOKAMBAYE
Ouham	Kabo	Ouaki	BFO - Bandoro	BONGONON
Ouham	Kabo	Ouaki	BFO - Bandoro	OUANDAGO 5
Ouham	Batangafao	Ouassi	BFO - Kabo	BAMARAKASSAÏ
Ouham	Batangafao	Ouassi	BFO - Kabo	GBAZARA
Ouham	Batangafao	Ouassi	BFO - Kabo	GOFO
Ouham	Batangafao	Ouassi	BFO - Kabo	MARINGALA
Ouham	Kabo	Ouaki	Kabo - Ouandago	FARAZALA
Ouham	Batangafao	Ouassi	Kabo - Sido	MOUDOU 2
Ouham	Batangafao	Ouassi	Kabo - Sido	VAMI 2
Ouham	Kabo	Sido	Kabo - Sido	WOLOLO
Ouham	Kabo	Kabo	Kabo centre	KABO 5
Ouham	Batangafao	Ouassi	Kabo centre	KOUBOUGELET
Ouham	Kabo	Sido	Kabo centre	SITE B
Ouham	Kabo	Sido	Kabo centre	SITE C
Ouham	Kabo	Sido	Kabo -Sido	ARABE
Ouham	Batangafao	Ouassi	Kabo -Sido	DOUNIA

ANNEXE 2– Couloirs de transhumance, zones conflictuelles aux points d'eau et aux champs, et mécanismes de gestion de conflits

